

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2022

PLFSS POUR 2023 - (N° 274)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 1790

présenté par

Mme Corneloup, M. Brigand, M. Kamardine et Mme Anthoine

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 28, insérer l'article suivant:**

I. – L'État peut autoriser, pour une durée de deux ans et à titre expérimental, le financement de protocoles de télémédecine impliquant les opticiens-lunetiers par le fonds régional mentionné à l'article L. 1435-8 du code de la santé publique.

À cet effet, l'État peut autoriser l'utilisation de matériels d'exploration non invasifs automatisés par les opticiens-lunetiers, en autonomie et sous le contrôle des ophtalmologistes.

II. – Les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation prévue au I sont définies par voie réglementaire. Les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale arrêtent la liste des territoires participant à l'expérimentation mentionnée au I, dans la limite de quatre régions.

III. – Dans un délai de six mois avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'évaluation, qui se prononce notamment sur la pertinence d'une généralisation.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les Français rencontrent des difficultés en matière d'accès aux soins visuels. Si ces difficultés sont connues, force est de constater qu'elles se sont amplifiées avec les conséquences de la crise sanitaire sur l'activité des ophtalmologistes : 5 millions de consultations n'ayant pas pu être assurées pendant le confinement.

Cette situation n'est pas sans conséquence pour les Français : la tension structurelle existante en matière d'accès aux soins visuels va continuer de s'intensifier. Il est donc plus que jamais nécessaire d'adopter des dispositifs concrets pour remédier à cette situation.

Avec l'essor de la télémédecine, des solutions sont à notre portée immédiate pour réduire la tension sur l'accès aux soins.

Le présent amendement propose ainsi une expérimentation visant à développer la téléophtalmologie au sein de leurs officines et dans les maisons de santé pluridisciplinaire. Celle-ci palliera le manque d'ophtalmologue au sein des territoires ruraux, facilitera l'accès aux soins et évitera des couts implicites de transport.